

**Projet de loi organique relatif à la limite d'âge  
des magistrats de l'ordre judiciaire**  
Sénat – lundi 19 décembre 2011

---

Monsieur le président,  
Monsieur le président de la Commission des lois (Jean-Pierre SUEUR),  
Monsieur le rapporteur (Jean-Yves LECONTE),

Mesdames et Messieurs les sénateurs,

Le projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire qui est aujourd'hui soumis à votre examen comporte plusieurs dispositions statutaires relatives à la carrière de ces magistrats.

S'agissant de telles modifications relatives au déroulement de carrière des magistrats, l'article 64 de la Constitution impose l'adoption d'une loi organique. La limite d'âge jusqu'à laquelle les magistrats peuvent exercer leur activité ainsi que les nouvelles dispositions relatives à la carrière qui ont enrichi le texte à l'Assemblée nationale figurent, en effet, au nombre de leurs garanties statutaires.

\*

I. Ce texte vise, en premier lieu, à accélérer le calendrier de relèvement de la limite d'âge par génération applicable aux magistrats, afin de l'aligner sur celui prévu pour l'ensemble des fonctionnaires civils relevant des trois fonctions publiques. Cet alignement, qui répond à une logique d'équité, s'inscrit aussi dans le plan d'équilibre des finances publiques annoncé par le Premier ministre le 7 novembre, « *afin de réduire plus rapidement le déficit des régimes d'assurance vieillesse et de sécuriser ainsi les pensions de retraites* ».

Le projet loi laisse inchangée la limite d'âge précédemment fixée pour les magistrats nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1952. En revanche, pour les magistrats nés à compter de cette date, le rehaussement de la limite d'âge interviendra à raison d'un mois pour ceux nés en 1952, de deux mois pour ceux nés en 1953, de trois mois pour ceux nés en 1954 et de quatre mois pour ceux nés en 1955.

\*

II. Sur proposition du gouvernement, l'Assemblée nationale a adopté quatre amendements qui permettent d'intégrer les dispositions du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature déposé le 27 juillet dernier.

Plusieurs évolutions ont rendu urgente l'adoption de ces dispositions statutaires. Le cadre juridique de la gestion des magistrats et les conditions d'exercice des fonctions judiciaires ont considérablement évolué, sous l'effet des réformes de 2001 et 2007. Et en quelques années, le ministère de la justice et des libertés a profondément rénové sa politique de gestion des ressources humaines à l'égard des magistrats, afin de valoriser les compétences et les parcours. Il est indispensable aujourd'hui d'adapter le cadre statutaire des magistrats, afin de lever les difficultés techniques que posent au quotidien les règles actuelles.

Je veux souligner que ces dispositions ont fait l'objet avant même la rédaction du projet de loi organique, d'une concertation avec les organisations syndicales, les chefs de cour et les chefs de la Cour de cassation. Elles ont été présentées aux représentants syndicaux et, évidemment, soumise à étude d'impact.

1. Concernant tout d'abord les magistrats placés auprès des chefs de cour d'appel, le texte vise à ce que ces fonctions puissent être exercées dans la limite de six années consécutives, mais de douze années sur l'ensemble de la carrière. C'est une évolution souhaitable à la fois pour la bonne administration de la justice, car les magistrats placés permettent d'apporter un renfort immédiat aux juridictions qui connaissent des difficultés conjoncturelles : un surcroît d'activité par exemple. Il n'y a pas lieu d'empêcher les magistrats qui le souhaitent d'exercer ces fonctions sur une durée plus longue que celle prévue par l'ordonnance statutaire, telle qu'interprétée par le Conseil d'Etat. Cette évolution permettra donc de répondre aux besoins des juridictions, tout en satisfaisant les attentes de ces magistrats.

Par ailleurs, la priorité d'affectation dont bénéficient les magistrats placés, au bout de 2 années, sur des postes de la juridiction siège de la Cour auprès de laquelle ils sont placés, ne pourra plus porter sur des emplois de premier vice-président, premier vice-président adjoint, procureur de la République adjoint ou premier vice-procureur

de la République. Ces fonctions d'encadrement intermédiaire requièrent des profils particuliers, qui doivent être occupés par des magistrats ayant démontré de véritables capacités d'encadrement et d'animation au cours de leur carrière.

2. Le texte assouplit, par ailleurs, les règles de priorité d'affectation à la Cour de cassation des conseillers et avocats généraux référendaires à ladite Cour. La loi organique du 5 mars 2007 avait réservé un emploi vacant de conseiller ou d'avocat général à la Cour de cassation sur quatre aux anciens conseillers ou avocats généraux référendaires ayant exercé ces fonctions pendant au moins huit ans. En passant à un sur six, le texte apporte un assouplissement utile. Il permet ainsi de concilier à la fois les contraintes de nomination pesant sur la chancellerie et le Conseil supérieur de la magistrature et le besoin que les postes de conseiller ou d'avocat général à la Cour de cassation soient pourvus par des magistrats ayant acquis la technique de la cassation.

3. Le projet de loi organique vient préciser la compétence du comité médical national en matière de congé maladie longue durée. La loi organique du 5 mars 2007 qui a créé ce comité propre aux magistrats ne vise que le congé maladie, qui est distinct du congé de longue maladie ou du congé de longue durée. Or le placement d'office en congé en raison de l'inaptitude physique d'un agent ressort de ces deux dernières catégories. Cette rédaction pose, dès lors, de sérieuses difficultés d'interprétation et d'application. Il convenait donc d'étendre la compétence du comité médical national au congé de longue maladie et au congé de longue durée.

Le texte institue un comité médical national d'appel, devant lequel le magistrat pourra contester l'avis du comité médical national. Cette instance ad hoc est une garantie supplémentaire, très attendue, et sur laquelle tant la représentation nationale, que le Conseil supérieur de la magistrature ou les organisations syndicales ont attiré l'attention du gouvernement.

4. Le texte vient assouplir les règles de mobilité, introduites par la loi organique du 5 mars 2007, pour l'accès aux emplois hors hiérarchie. La loi organique de 2007 prévoyait en effet que, pour accéder à ces emplois, les magistrats devaient accomplir « *après au moins quatre années de services effectifs dans le corps judiciaire, une*

*période dite de mobilité statutaire au cours de laquelle ils ne peuvent exercer de fonction d'ordre juridictionnel ».* Cette formulation très restrictive a limité de fait les possibilités ouvertes aux magistrats. Le projet de loi organique permet aux magistrats d'effectuer cette mobilité également auprès de juridictions administratives, financières ou internationales. La durée de la période de mobilité statutaire sera portée à deux ans non renouvelables, ce qui correspond davantage aux besoins des structures d'accueil.

\*

III. Vous avez souhaité réintroduire cet amendement, supprimé par l'Assemblée nationale, qui viserait à interdire aux magistrats judiciaires d'être honorés de la Légion d'honneur et l'ordre national du Mérite durant l'exercice de leurs fonctions.

Est-ce à dire qu'aucun magistrat ne pourrait, par le fait même d'être magistrat, se distinguer, et donc être décoré, pour des « mérites éminents » ou des « mérites distingués » rendus à la Nation, en particulier pour des actions personnelles remarquables, des actes de courage glorieux, voire des faits de guerre ?

Le risque est grand d'y voir une mesure de défiance à l'égard des magistrats judiciaires, qui seraient les seuls agents publics à être exclus du bénéfice d'une distinction, alors même que comme d'autres, ils œuvrent quotidiennement pour le service public de la justice.

Il ne faudrait pas non plus que l'adoption d'un tel dispositif conduise nos concitoyens à penser que la seule perspective d'une distinction a été, est ou serait, pour les magistrats de l'ordre judiciaire, de nature à les dévoyer du respect des principes d'indépendance et d'impartialité, deux principes fondateurs de leur fonction, et ce faisant, de l'ensemble de leurs obligations déontologiques.

Je rappellerai que le statut des magistrats leur assure leur indépendance, et que s'agissant des décorations, le Conseil supérieur de la magistrature a rappelé, dans son recueil publié en 2010 que « les magistrats ne sollicitent pas pour eux-mêmes des distinctions honorifiques, afin d'éviter toute suspicion, dans l'esprit du public, sur

la réalité de leur indépendance ». Des règles de procédure (le dépôt, la récusation) organisent par ailleurs le respect de l'impartialité.

Enfin, s'il s'agit de la question générale de l'indépendance, alors il faut se la poser dans les mêmes termes, et dans lors d'un même débat, pour l'ensemble des agents publics placés en situation de juger : les membres des juridictions administratives, les magistrats financiers, les juges non professionnels que sont les conseillers prud'homaux, les juges consulaires ou les juges de proximité, ou encore les membres des autorités administratives indépendantes.

\*

\* \*

Le projet de loi organique soumis à votre examen s'inscrit dans le prolongement des engagements du gouvernement pour réformer les retraites, et sécuriser ainsi notre régime d'assurance vieillesse. Ce débat a été tranché il y a plusieurs mois déjà par le parlement. Il ne s'agit pas de modifier la limite d'âge des magistrats inscrite dans la loi organique du 10 novembre 2010, mais d'en ajuster le calendrier comme cela a été fait pour les autres agents de la fonction publique.

Les évolutions, dont s'est enrichi le projet, sont nécessaires. Elles sont autant de progrès qui permettront d'améliorer le statut de la magistrature et de lever d'incontestables difficultés pratiques et techniques dans la gestion de carrière des magistrats.